

Paroles

« Tout ça a explosé ! » Itinéraire d'un « patron de gauche »

Un cadre supérieur de la Sécurité sociale revient sur une « parenthèse professionnelle » ouverte il y a trente ans.

Il témoigne des efforts menés pendant de nombreuses années à la tête d'un établissement de gestion d'un régime de retraite des travailleurs indépendants, dans le souci constant de l'efficacité, de la bonne image de « sa structure » et d'une gestion « honnête et équitable » du personnel salarié. Suite à une restructuration récente, cette activité a été intégrée à un régime social global, elle rassemble désormais plusieurs domaines de la protection sociale (santé, vieillesse, maternité, accident) et élargit son champ d'action à de nouvelles professions. La création de ce « guichet unique » est vécue par M. comme la négation de ses efforts et de son engagement pour un service public de qualité. Désignant dès lors « sa structure » comme « une coquille vide », il se désinvestit professionnellement et dit actuellement vouloir revenir « à ses premières amours », le militantisme politique. À travers le discours de M. sur ses pratiques professionnelles, sa manière d'endosser son « rôle social » de directeur, il nous est donné à voir en creux des évolutions politiques et idéologiques qui ont directement affecté la conception et l'organisation des services publics, en écho à l'actuelle fusion des Assedic et de ANPE.

Issu de milieu populaire et aîné d'une fratrie de quatre enfants, M. est le « premier de la famille » à obtenir son baccalauréat. Préférant la lecture des classiques scolaires à la fréquentation du garage paternel, lieu de l'*ethos* viril en opposition à « ses deux mains gauches d'intellectuel », il ne se montre pas intéressé par la reprise du commerce familial. Soutenu par un investissement maternel fort, l'excellent déroulement de la scolarité de M. est parallèlement marqué par sa socialisation politique, au contact de son grand-père maternel. Véritable « fil affectif » pour M., ce dernier, « mi-paysan, mi-ouvrier », est un ancien cheminot engagé à la gauche de la SFIO¹. Intéressé par « l'histoire des idées politiques », M. se souvient de ses abondantes lectures politiques et militantes, notamment celle du Programme

Extraits des propos
recueillis par
S. Lambert et
O. Paquereau

1. Au sein de la Section française de l'internationale ouvrière, ancêtre du parti socialiste, il se dit proche du courant « Marceau Pivert ».

commun, dont nous lui présentons l'exemplaire qu'il possédait à l'époque de son baccalauréat, en 1973. Cet exemplaire, annoté de sa main, constituera une amorce à l'entretien. Lors du passage de ce baccalauréat, un professeur lui conseille de « faire Sciences-Po », mais M. recule devant ce défi social et opte pour une faculté de droit, dont la réussite lui paraît plus probable. Il obtient alors une maîtrise de droit public, avec la mention Bien. C'est pendant cette période qu'il adhère au parti socialiste, et rencontre A. qui devient son épouse et la mère de leurs deux enfants. Rapidement, il gravit les échelons militants jusqu'au secrétariat départemental des jeunes socialistes – de 1976 à 1978 – et tisse des liens stratégiques avec des membres du CERES². Ses qualités scolaires de synthèse et de rédaction sont systématiquement réinvesties dans l'activité politique. Il rédige ainsi motions et communiqués de presse en qualité d'universitaire, mais lorsqu'il est appelé sous les drapeaux, refuse ce statut en suivant les consignes du MJS et s'engage comme simple soldat dans un régiment de combat, au sein de « l'armée de la République », à laquelle il se dit attaché.

De retour à la vie civile, c'est sur le mode de l'activité strictement « alimentaire » qu'il conçoit et débute sa vie professionnelle, en qualité « d'agent de maîtrise » dans une caisse de retraite, accordant la priorité à une activité militante alors en pleine effervescence. Il s'implique davantage au sein du CERES avec sa femme, alors permanente à plein temps à la fédération socialiste. Suite à la victoire de mai 1981, des postes électifs locaux sont proposés à M. qui les refuse, ne pouvant mobiliser une nouvelle fois les ressources sociales nécessaires. Il décide alors de suivre une formation interne à la fonction de cadre et, peu à peu, se retire de la vie militante, évoquant sa précarité et un mouvement de promotion des « ouvriers de la vingt-cinquième heure » se faisant au détriment des militants de « terrain ». Ayant déjà un « pied dans la Sécu », il choisit ensuite de suivre en interne la préparation au concours du Centre national d'études supérieures de Sécurité Sociale, actuel ENSSS³, dont il sort second de sa promotion en 1986. Après un bref passage au ministère des Affaires sociales, il prend la direction d'une caisse de retraite pendant une quinzaine d'années, avant d'occuper le poste de directeur des ressources humaines depuis sa restructuration, lancée en 2005 et mise en œuvre depuis juillet 2006.

Intégrant peu à peu le discours sur la modernisation du service public, M., à la croisée d'injonctions contradictoires, s'efforcera de mettre en œuvre une « nécessaire réforme » de l'État. Entre « gestion de la boutique » et techniques de management et de communication, M., qui a le goût du travail bien fait, se dévouera ainsi pour « sa » structure et un service public auquel il se dit attaché. Patron ayant « des valeurs », il oscillera entre l'acceptation de son rôle « de chef » et la « schizophrénie » qu'il engendre dans sa relation au personnel salarié.

2. Centre d'études, de recherche et d'éducation socialiste, le courant de gauche du parti socialiste des années 1970.

3. Le Centre national d'études supérieures de sécurité sociale (CNESSS) s'appelle l'ENSSS (ou « EN3S ») depuis le 13 août 2004.

Tu as donc préparé l'ENSSS ?

Oui, mais en même temps, c'était pas complètement contradictoire avec ce que je pensais, parce que c'était au contraire pour être agent de direction dans le service public de la Sécu, donc je ne partais pas chez Dior pour être représentant commercial ! C'était pas une rupture.

Et pourquoi l'ENSSS ? Ça aurait pu être un autre concours ?

C'est-à-dire qu'une fois que tu es dans la Sécu, que tu as atteint je ne sais plus quel niveau, tu peux passer le concours interne au bout de quatre ou cinq ans. Donc je ne vois pas pourquoi je me serais fatigué à aller passer un autre concours, alors que je pouvais passer le concours interne qui *a priori* était moins difficile que le concours externe, parce que le concours externe, si tu n'étais pas sorti... il était réservé à ceux qui passaient dans la foulée l'ENA, le CNESS, l'École nationale de Santé publique, donc des bêtes à concours quoi. Le concours interne à l'époque, je pouvais encore avoir quelques chances d'avoir des gens qui n'avaient pas de licence ou de maîtrise. Mais moi, j'étais un tricheur un peu, si je puis dire, puisqu'en fait j'étais rentré en interne par le petit niveau, mais j'avais un niveau beaucoup plus élevé que la majorité des autres candidats internes qui étaient souvent de niveau bac. Mais ça, je ne le savais pas au début, donc je suis parti là-dessus, et ça a marché du premier coup.

Ça t'a intéressé ce que tu as fait ?

Oui. J'ai bien aimé... J'ai découvert la comptabilité, ça ne m'a pas du tout intéressé, mais je l'ai fait vachement bien, j'ai décroché l'option comptable, parce que je me suis dit que si je n'arrivais pas à être directeur-adjoint ou sous-dir', je pourrais au moins me rabattre sur le poste d'agent comptable, donc très prudent. Sinon, ce que j'ai vachement apprécié là-bas, c'était tout ce qui était basé sur la com'. Donc, on a fait des simulations de comité d'entreprise, comment désamorcer une grève.

Ça ne te faisait pas drôle, toi, ancien CGTiste (de 1978 à 1982) d'apprendre ça ?

Si, parce qu'on faisait des jeux de rôle, et moi, j'étais le trotskiste ! Et c'était mon rôle préféré, je foutais le bordel ! (*rires*)

Ils vous apprenaient à désamorcer une grève ?

Oui, enfin, à « gérer un conflit social » si tu veux. Donc, on faisait un comité d'entreprise où tu présentais le budget et la veille on avait licencié machin, qui était alcoolique notoire, dont la femme était au RMI, enfin... voilà. Et on faisait des situations épouvantables, avec invasion de la salle, voilà, et on te filmait, et on te disait après « voilà, là, vous avez bien réagi, là, vous n'avez pas bien réagi ». Donc on inversait les rôles, on jouait tantôt le rôle du patron, tantôt... Ça, c'était passionnant !

Maintenant, tu dois les voir venir gros comme une maison...

Oui, ce qu'il y a, c'est que maintenant tout le monde est entraîné pareil, y compris en face, enfin, dans les deux camps. Des fois, on se fait presque rire nous-mêmes ! « Ah oui, elle est bien

votre réaction là ! Ah celle-là, vous ne l'avez pas encore faite ! » (*rires*).

Tu es arrivé dans une structure, avec ta vision du service public, ce que tu voulais faire, et en tant que patron...

Oui, il m'a fallu à peu près dix ou douze ans pour transformer la structure. Ce qui est fou, c'est le conservatisme. Le « on n'a jamais fait comme ça, on a toujours fait comme ça, on fera toujours comme ça ». C'est quelque chose qui est sidérant. C'est même pas de droite ou de gauche ce que je dis. Il n'y a que les bébés qui aiment le changement, ça, c'est clair. Quand tu n'as pas d'alliés dans la place et que tu n'as pas choisi tes proches collaborateurs, il faut laisser le temps au temps pour que progressivement des gens dégagent et que tu puisses faire rentrer des gens que tu as choisis selon tes critères de recrutement. C'est vrai que ça peut s'étaler sur dix ou douze ans, sinon, tu vas au *clash*. C'est pas la peine d'y aller systématiquement. J'y suis allé une ou deux fois, mais il vaut mieux... sauf si on te met la pression pour te demander « demain je veux ça ». Sinon, il vaut mieux faire les choses par étapes, méthodiquement.

Quels étaient tes buts ?

Le but, c'était de dire qu'il faut que je transforme la caisse pour qu'elle soit au mieux au service du public et qu'on arrête de fonctionner en fonction de « Je veux pas faire ça parce qu'on n'a jamais fait comme ça. Ouvrir le matin à huit heures, jusqu'à dix-sept heures, être ouvert entre midi et deux ça je ne veux pas en entendre parler. On a d'autres choses à foutre, pour ce qu'on

est payés. » Alors que moi, j'avais vraiment cette idée de dire : « On est un service public, et si vous ne voulez pas vous retrouver demain matin dans une mutuelle ou une compagnie d'assurance... il y en a qui guettent l'effondrement de la Sécu, si la Sécu ne montre pas qu'elle est capable de répondre aux exigences du temps, ne vous inquiétez pas, on sera balayés et vous irez chouiner après parce que vous serez sur une plate-forme téléphonique dans une compagnie d'assurances ! » Là, j'avais vraiment l'impression de défendre le service public de la Sécu ! Donc, je ne me sentais pas en contradiction ! Ce qui est par contre vachement plus dur, c'est quand tu te heurtes en interne à des oppositions, que tu dois faire des licenciements, mettre des observations, faire des choses dans ce genre-là. Ça, ça a été le truc dur à vivre ! Ah oui, oui...

Tu te sentais comment ?

(*silence*) Tu es à la limite de la schizophrénie, tu ne sais plus trop... Tu as des gens, tu te dis : « Si je les fous à la porte, c'est horrible ! » Ils vont peut-être avoir du mal à retrouver du boulot, on casse leur carrière, plein de choses, et en même temps, ils étaient des obstacles avérés, même pas déguisés. Ils disaient : « Moi je suis rentré à la Sécu pour être pépère et puis j'en ai rien à foutre des résultats pour ce qu'on est payés de toute façon, moi je ne veux pas m'emmerder. Et puis j'en ai rien à foutre de votre gueule ! » Même pas déguisé si tu veux. Donc là, c'est ton rôle de chef. Si tu supportes ça, il vaut mieux aller te coucher. Mais ça, c'est vrai que ce sont des moments vachement difficiles. C'est... Mais bon, il ne fallait pas accepter d'être directeur !

Voilà, c'est ça ! Tu acceptes un rôle social, il faut le prendre pour ce qu'il a de bon et ce qu'il a de mauvais. Moi, j'aime ça. J'aimais. Maintenant, ça me gonfle.

C'est quoi le pire du boulot alors ?

Le pire du pire, c'est de prendre des décisions qui vont remettre en cause la vie professionnelle des gens, et plus largement leur vie. C'est les sanctionner, les virer, leur refuser une promo. Le pire, c'est de les virer, évidemment. C'est quelqu'un qui va se retrouver sans boulot, cassé peut-être vis-à-vis de sa famille, de son conjoint. C'est ça le plus dur, c'est là-dessus que tu hésites avant de le faire. Il n'y a pas longtemps, j'ai mis un terme à une période d'essai d'un CDD. C'était un brave garçon mais complètement à côté de la plaque, bon je l'ai reçu à une ou deux heures de l'après-midi pour lui dire : « Votre période d'essai n'est pas satisfaisante, vous terminez et vous partez. » C'est vachement dur. Soit tu l'annonces brutalement, et t'expliques après mais il ne t'écoute plus, soit tu l'expliques d'abord, il se dit je vois où il veut en venir et il te dit : « Allez, dites-moi tout de suite, on va gagner du temps, ne soyez pas hypocrite », donc tu ne sais pas comment faire. Ça, c'est vachement dur. Voilà.

Tu avais l'impression, au travail, de faire quelque chose d'aussi important que ce que tu avais pu faire comme militant ou ?

L'idée, c'était de dire, autant que, comme directeur, ce soit quelqu'un porteur d'un certain nombre de valeurs, et qui n'en déroge pas, qui par exemple,

organise les premières vraies élections de délégués du personnel ouvertes aux syndicats, des choses de ce genre-là, qui soit réglo dans l'application des règles de congés, que ce ne soit pas la magouille familiale, etc. Mais c'est vrai que c'était une portée... On en revient au problème du centre et de la périphérie, c'était vraiment hyper-marginal, sauf de dire que je suis un membre participant du service public de la Sécu et donc, en jouant bien mon rôle de dirigeant, en évitant qu'il soit ridicule et nul, je maintiens cette valeur : c'est rentrer, par exemple, dans une démarche qualité pour un service public de Sécu, c'est faire rentrer des logiques-clients, ça va pas plaire, et démontrer qu'en fait le service public n'a de sens que par rapport au public. Moi, c'était mon idée. Si on laisse le service public se détériorer avec des images caricaturales, comme on peut en entendre dans les sketches à droite et à gauche, à un moment, le service public tombera comme un fruit mûr. Un autre combat que je pouvais mener, là où j'étais, c'est démontrer que le service public apportait des réponses positives et adaptées au milieu dans lequel on est. On n'est plus service public en 2000, comme on pouvait l'être en 1980 avec la postière à moustache et à blouse. Il fallait que le service public s'adapte à la demande du citoyen, du client, de tout ce que tu veux, et qu'il utilise à fond les techniques modernes. On ne pouvait pas rester figé sur des modes, des pratiques. On pouvait très bien discuter de réduire des effectifs dans certains domaines, parce qu'on n'avait pas forcément besoin d'autant de monde derrière des calculettes à papier et à rouleau, qu'il fallait peut-être les redéployer pour les mettre sur le terrain, au contact des

gens. Le service public sert le public, le public change, le service change. Voilà, c'était ça mon idée. Mais tu vois, c'est un domaine de mise en œuvre qui est vraiment très limité quoi.

Tu dis que c'est « très limité », mais avec ta formation en droit, ton engagement à la CGT... les prud'hommes, tu....

Les représentants employeurs aux prud'hommes, ceux que je connais à P., ils sont un peu laissés à eux-mêmes, alors que les représentants salariés sont très bien formés, soutenus et encadrés par leur organisation syndicale. Par exemple, tu as un litige dans une boîte qui va devant les prud'hommes, les syndicats salariés vont aussitôt prévenir, et c'est normal, ils font bien leur boulot, leurs collègues siégeant aux prud'hommes. L'employeur, c'est le désert. Donc déjà, il y en a qui sont organisés et d'autres qui ne le sont pas. Et deuxième aspect, les représentants employeurs qui viennent aux prud'hommes me donnent l'impression d'avoir presque besoin de se rattraper sur leur comportement en devenant hyper-angéliques à l'égard des salariés. Donc, on a l'impression que dès que tu as fait, tu peux toujours faire une erreur de forme, le représentant employeur va presque te le reprocher et regarder le représentant salarié en lui disant: « T'as vu, t'as vu, j'ai vu la connerie qu'il a faite hein ! ». En fait, ce n'est plus une justice, tu sais que quand tu y vas, tu as huit ou neuf chances sur dix d'être flingué. Ce n'est plus une justice équilibrée, c'est une justice à charge !

Tu crois que ça devrait être professionnalisé ?

Moi, je pense que ça devrait être professionnalisé en s'appuyant sur des conseils, mais que ça devrait être des juges pros d'abord. Moi, vraiment, je le ressens très mal. J'ai vraiment l'impression de venir à l'abattoir. Je me dis, de toute façon, s'ils ne m'ont pas flingué sur le fait que mon recommandé est parti deux jours après, ou deux jours avant... parce que d'abord, ils te peignent tout ce qui est formalisme, alors si tu es mauvais sur les formes, là ça veut dire forcément que si tu as été mauvais sur les formes, c'est que tu voulais détourner le droit du travail, donc là ce n'est même plus la peine. Une fois que t'es bon sur la forme, après on va te poser plein de questions en supposant: « Oui, mais est-ce que derrière ça vous n'avez pas voulu »... enfin des procès d'intention à répétition ! Moi, je trouve ça vraiment scandaleux ! Tu en parles, moi j'en ai parlé avec un inspecteur du travail très virulent de P. aussi, avec qui j'ai eu des difficultés, c'est son idée. Le droit du travail, comme la situation est déséquilibrée entre l'employeur et le salarié, le droit du travail et les prud'hommes sont là pour rétablir l'équilibre et mettre au même niveau. Il m'a dit: « Oui, c'est vrai, ce n'est pas équilibré », le but, c'est ce qu'on appelle... la discrimination positive. En fait, c'est exactement dans cette logique-là que c'est ! Ça, moi ça me choque vachement. C'est pour ça que j'aurais du mal à me situer dans ce genre d'instances-là. Moi j'y suis passé deux ou trois fois en tant qu'employeur, en tant que directeur, et à chaque fois, j'ai vraiment eu le sentiment que tous les soupçons sont vis-à-vis de l'employeur. Si tu as fait ça, c'est parce que tu as une arrière-pensée, c'est parce qu'il est syndicaliste, c'est parce que ci, c'est parce

que ça ! Ça, je trouve ça malsain, vraiment ! C'est vraiment un truc qui me déplaît. Ce qui est assez surprenant, c'est que finalement, ce sont les boîtes où on essaie d'être le plus dans le cadre du droit du travail, le plus transparent et tout, que là, on a le plus de difficultés parce qu'en fait personne, les inspecteurs du travail les premiers, ne vont jamais dans les boîtes pourries, parce qu'ils ont les jetons ou parce qu'ils n'ont pas le temps. Finalement, ils se rabattent vers ce qui est le plus facile. Tu vois, les boîtes pourries, c'est le chantage économique, les grandes surfaces, les machins comme ça, ne surtout pas les faire chier ! Comme ils viennent dans une boîte de Sécu, moi je ne vais pas leur dire : « Si vous me faites chier, moi je ferme la porte demain et je bazarde ! » On avait l'impression, oui, qu'on était des mecs bien qu'on pouvait flinguer cool. Ça m'a énormément choqué. C'est des comportements que je n'apprécie pas beaucoup. C'est vrai que j'aurais un peu de mal à me retrouver dans ce genre d'instances-là. Par contre, je suis passé en cour d'appel, là j'ai retrouvé des vrais juges. Oui. Les autres, c'est plus de l'opportunité, des arrangements, ça c'est... Tu sens que, bon : « Allez, si vous arrêtez de faire chier notre section syndicale, ou que la section syndicale conclut un accord avec vous, on n'en parlera plus », tu vois...

Tu en discutes avec des collègues, ils ont le même sentiment que toi ?

Alors, c'est très flagrant sur un certain nombre de conseils de prud'hommes : c'est très dur à P., c'est très dur à M. Donc, on sait qu'il y a des conseils de prud'hommes, selon les endroits, où

c'est très dur. On a à peu près tous les mêmes appréciations, on sait que si on va à P. ou à M., l'employeur peut déjà préparer l'appel. Moi, j'ai trouvé ça pénible. Mais ceci dit, quand tu suis des audiences de prud'hommes de A jusqu'à Z, parce que ton affaire passe parfois en dernier, tu vois vraiment des trucs ! Des employeurs, mais odieux ! Après tu te dis : « Bon, est-ce qu'ils ne font pas un amalgame finalement, en se disant est-ce que tous les gens qui font des recours devant les prud'hommes c'est parce qu'ils sont en toute dernière extrémité parce qu'ils sont vraiment devant des employeurs salauds, et que tous les employeurs c'est tous des salauds. » Tu entends de ces choses ! Les mecs, ils bazardent des gens sans préavis, sans rien ! Tu entends des choses, c'est la honte ! Donc, finalement tu dis : « Si ça en vient devant les prud'hommes, c'est que l'employeur n'a pas été capable »... Tu as été mis dans la brochette des salauds. C'est dur à vivre, ça. Là, tu te sens en rupture avec l'image de toi-même, avec tes valeurs. Tu te retrouves au banc des accusés. « Merde, je suis avec Hitler, Goebbels ! » C'est un truc qui te traumatise, enfin « traumatise », non... Mais tu te sens pas bien, tu te dis qu'il y a un erreur sur la personne, ce n'est pas moi là !

Pourquoi ça te « gonfle » maintenant ?

Parce que la structure n'a aucun objectif, aucune ambition, elle va aller à l'échec. Ça ne sert à rien quoi.

Il y a eu une restructuration, là...

En fait, la restructuration, je pense qu'elle s'est faite sans préparation, mais

uniquement pour des objectifs d'affichages. Montrer que le travailleur indépendant n'aura plus qu'un seul interlocuteur, le guichet unique. Ça évoque un peu ce qui se passe à l'ANPE et aux Assedic. Derrière, il n'y avait absolument rien de prêt, pas de système informatique commun, rien, pas de convention collective commune. La mise en place date du premier juillet 2006 et aujourd'hui, nous n'avons toujours pas de classification commune pour les agents, donc ils relèvent de trois classifications, et moi je n'ai toujours pas ma classification. Je ne sais toujours pas ce que je suis. C'est faramineux. Si tu veux, un truc comme ça, ça ne m'intéresse pas. Je fais RH, j'ai découvert. Je ne fais plus que ça, c'est passionnant. Mais ça me suffit, je ne vais pas aller m'emmerder pour le reste. Ça va.

Tu as appris quand qu'il y allait avoir une restructuration ?

Mi-2004. Donc là, je me suis battu pour qu'il y ait un I*** (nom de la nouvelle structure), donc c'est un peu moi qui l'ai porté sinon, nous étions tous rattachés à S., et il y avait un intérêt pour mes collaborateurs qu'il y ait une vraie caisse à P., pour pas qu'on soit tous éclatés à droite et à gauche. Un intérêt pour moi aussi, il ne faut quand même pas être con. Et il y avait une cohérence. Heureusement. Et le I*** à été créé. Il a fallu se battre, mais c'est un truc qui a démarré, qui n'avait ni queue ni tête! Enfin, ça a toujours ni queue ni tête. Là, en fait, c'est subir. Soit c'est se dépenser, à 53 ans, c'est bon pour moi, c'est terminé! Ou alors, tu prends ton baluchon et tu vas voir ailleurs. Au début, je me disais qu'on allait aller

dans le mur et je priais pour qu'on n'y aille pas.

Qu'est-ce qui te révoltait le plus ?

L'impression de gâchis. Tout ce travail fait pour en arriver là... le travail sur la qualité, le travail sur les relations avec les gens, les heures d'ouverture au public, le réseau de conseillers itinérants qui allaient chez les gens, tout ça a explosé! Donc je me dis que c'est une réforme pour faire plaisir, pour dire qu'on a réussi le guichet unique, mais derrière, c'est une coquille vide. Mais je ne vais pas me faire un ulcère pour ça, ils se démerdent avec leur coquille vide.

C'est vingt ans de ton boulot qui...

Qui ont fait pschitt! Mais bon, ça a au moins un avantage, c'est qu'aujourd'hui, je retrouve des marges d'intérêt et de liberté pour mes premières amours. Je pense que je vais retrouver une activité militante et puis aller à la fac, préparer ma licence d'histoire. Oui, j'ai envie. Ça me démange ça, l'histoire contemporaine. Je sais qu'il y a une offre très importante sur le campus, il y a des cours... ça ne s'appelle pas « troisième âge », sinon, j'aurais un blocage, mais « inter-âges ». Après une longue parenthèse d'implication professionnelle, je vais revenir sur des choses qui m'intéressent. C'est sûr, de toute façon, que je ne repars pas comme un fou au boulot, ça j'ai donné, c'est bon. Au PS, j'ai qu'une crainte, en y revenant: c'est que je me fasse aspirer. ■